



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 42 du 19 décembre 2006

Le recueil peut être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 19 décembre 2006.

SOMMAIRE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1300
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	1300
CABINET.....	1300
Arrêté n°2006/DDE/061/CDER : RN 4 - arrêté permanent relatif à la réglementation sur la déviation de Bénaménil-Blâmont	1300
Arrêté n°2006/DDE/063/CDER : RN 4 - arrêté permanent relatif à la réglementation sur la bretelle Strasbourg-Thiébauménil de l'échangeur de Thiébauménil.....	1301
Arrêté n° DDE/CGM/2006 - 04 pris pour l'application du décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006 relatif au transfert aux départements des services ou parties de services déconcentrés du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer qui concourent à l'exercice des compétences de ces collectivités dans le domaine des routes départementales.....	1302
Arrêté n° DDE/CGM/2006 - 05 pris pour l'application du décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006 relatif au transfert aux collectivités territoriales des services ou parties de services déconcentrés du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer pour l'exercice des compétences en matière de routes nationales transférées.....	1303

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

*Direction départementale de l'équipement
Cabinet*

Arrêté n°2006/DDE/061/CDER : RN 4 - arrêté permanent relatif à la réglementation sur la déviation de Bénaménil-Blâmont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de la route et tous ses modificatifs,
Vu le code de la voirie routière et tous ses modificatifs,
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu le décret ministériel du 6 mai 1995 (journal officiel du 7 mai 1995) déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement en route express à 2 x 2 voies de la route nationale 4 entre Lunéville et Phalsbourg dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle,
Vu le décret ministériel du 3 mai 2000 (journal officiel du 4 mai 2000) prorogeant les effets de la déclaration d'utilité publique, par le décret du 6 mai 1995, des travaux d'aménagement en route express à 2 x 2 voies de la route nationale 4 entre Lunéville et Phalsbourg dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle,
Vu le décret N° 92-1227 du 23 novembre 1992 fixant les limitations de vitesses sur routes et autoroutes,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Vu le décret N° 2006-304 en date du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes,
Vu l'arrêté de M. le préfet coordinateur des itinéraires routiers en date du 7 juillet 2006 portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est,
Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2006/DDE/042/CDER en date du 25 septembre 2006 fixant la date de prise en charge par la DIR Est notamment de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic des routes nationales de Meurthe-et-Moselle,
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en œuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral N° 2003/DDE/526/CDER du 11 septembre 2003 réglementant la circulation sur la RN 4 section échangeur de Thiébauménil (PR 47) – échangeur de Bénaménil (PR 50+740),
Vu l'arrêté préfectoral N° 2006/DDE/053/CDER du 19 septembre 2006 réglementant provisoirement la circulation sur la RN 4 au droit du carrefour giratoire de Gogney (PR 95+443 au PR 95+308),
Vu la proposition de M. le directeur départemental de l'équipement en date du 15/12/06 de mettre en service la déviation de Bénaménil/Blâmont - aménagement en route express à 2 x 2 voies de la RN4 sur le territoire des communes de Bénaménil, Domjevin, Blémerey, Saint-Martin, Chazelles-sur-Albe, Verdental, Repaix, Blâmont et Gogney.
Considérant la nécessité de réglementer la circulation sur ladite section,
A la demande du directeur départemental de l'équipement,
Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Art. 1 : A compter du 19/12/2006 :

1/ la déviation dite "de Bénaménil-Blâmont" entre l'échangeur de Bénaménil et le carrefour giratoire de Gogney (Est de Blâmont), sur le territoire des communes de Bénaménil, Domjevin, Blémerey, Saint-Martin, Chazelles-sur-Albe, Verdental, Repaix, Blâmont et Gogney, est ouverte à la circulation avec la dénomination route nationale 4 (RN4).

Sont compris dans la déviation de Bénaménil-Blâmont :

La section courante entre le PR 50+740 (échangeur de Bénaménil) et le PR 65+263 (giratoire de Gogney),

Les 2 bretelles Est de l'échangeur de Bénaménil (bretelle d'entrée Bénaménil – Strasbourg et bretelle de sortie Strasbourg – Bénaménil),

Les 2 bretelles de sortie de l'échangeur de Blâmont (Strasbourg – Blâmont et Nancy – Blâmont),

La bretelle d'entrée Blâmont–Nancy de l'échangeur de Blâmont, Le carrefour giratoire de Gogney.

2/ Pour des raisons de sécurité, la bretelle d'entrée Blâmont-Strasbourg de l'échangeur de Blâmont est interdite à la circulation.

3/ Les aires de stationnement de Saint-Martin et de Chapsures sont fermées à la circulation en raison de l'absence de sanitaires. Elles seront ouvertes à la circulation dès mise en place de sanitaires. Les dispositions précisées à l'article II et III les concernant ne s'appliqueront qu'à compter de l'ouverture des aires de stationnement.

4/ L'actuelle route nationale 4 (RN4) du PR 78+255 au PR 95+823 est renommée provisoirement route nationale 2004 (RN 2004).

Art. 2 : La circulation sur la RN4 - déviation de Bénaménil-Blâmont entre l'échangeur de Bénaménil et le carrefour giratoire de Gogney, est réglementée de la façon suivante :

1/ Statut de la voie

La déviation de Bénaménil-Blâmont entre l'échangeur de Bénaménil et le carrefour giratoire de Gogney porte le statut de route express nationale en vertu des décrets du 6 mai 1995 et du 3 mai 2000.

a/ Section courante sens Nancy-Strasbourg

Section à circulation sur 2 voies du PR 50+740 au PR 64+444

Section à circulation sur 1 voie (fin d'aménagement des 2 voies) du PR 64+444 au PR 65+263

b/ Section courante sens Strasbourg-Nancy

Section à circulation sur 2 voies du PR 65+263 au PR 50+740

2/ Limitation de vitesse : Les conducteurs doivent se conformer aux diverses limitations de vitesse ci-après :

Sur la RN4, déviation de Bénaménil-Blâmont, entre l'échangeur de Bénaménil et le carrefour giratoire de Gogney :

a/ Section courante sens Nancy-Strasbourg

Du PR 50+740 au PR 64+646 110 km/h

Du PR 64+646 au PR 65+000 90 km/h

Du PR 65+000 au PR 65+263 70 km/h

b/ Section courante sens Strasbourg-Nancy

Du PR 65+263 au PR 50+740 110 km/h

c/ Échangeur de Bénaménil (RN 4 / RN 2004)

Bretelle de sortie Strasbourg-Bénaménil 90 puis 70 km/h

d/ Échangeur de Blâmont (RN 4 / RD7)

Bretelle de sortie Nancy-Blâmont 90 puis 70 km/h

Bretelle de sortie Strasbourg-Blâmont 90 puis 70 km/h

e/ Aire de stationnement de Saint-Martin

Bretelle d'entrée Nancy – aire de stationnement 90 puis 70 km/h

Voies de circulation internes à l'aire de stationnement 30 km/h

f/ Aire de stationnement de Chapsures

Bretelle d'entrée Strasbourg – aire de stationnement 90 puis 70 km/h

Voies de circulation internes à l'aire de stationnement 30 km/h

3/ Régime de priorité

a/ Échangeur de Bénaménil (RN 4 / RN 2004)

- les usagers circulant sur la bretelle d'entrée (Bénaménil-Strasbourg) doivent à leur débouché sur la RN4 céder le passage (AB3a) aux usagers de cette dernière.

- les usagers empruntant la bretelle de sortie de la RN 4 (Strasbourg-Bénaménil) doivent céder le passage (AB3a) aux usagers circulant sur l'anneau du carrefour giratoire.

b/ Échangeur de Blâmont (RN 4 / RD 7)

- les usagers circulant sur la bretelle d'entrée (Blâmont vers Nancy) doivent à leur débouché sur la RN4 céder le passage (AB3a) aux usagers de cette dernière.

- Les usagers empruntant les bretelles de sortie de la RN 4 (Nancy vers Blâmont et Strasbourg vers Blâmont) doivent céder le passage (AB3a) aux usagers circulant sur l'anneau du carrefour giratoire.

c/ Giratoire de Gogney (RN 4 / RN 2004)

- les usagers circulant sur la RN4 (sens Strasbourg-Nancy ou Nancy-Strasbourg) ainsi que les usagers circulant sur la RN 2004 (sens Blâmont – Strasbourg) doivent céder le passage (AB3a) aux usagers circulant sur l'anneau du carrefour giratoire.

d/ Aires de stationnement de Saint-Martin et Chapsures

- les usagers circulant sur les bretelles de sortie des aires doivent à leur débouché sur la RN4 céder le passage (AB3a) aux usagers de cette dernière.

- les usagers empruntant les sorties de zones réservées au stationnement doivent céder le passage (AB3a) aux usagers circulant sur les voies d'évitement.

Art. 3 :

L'entrée et la sortie de la RN4 – déviation de Bénaménil-Blâmont –, route express nationale, ne peuvent se faire que par les échangeurs de Bénaménil et de Blâmont, et par le giratoire de Gogney, la bretelle d'entrée Blâmont-Strasbourg de l'échangeur de Blâmont n'étant pas encore en service (voir article I du présent arrêté).

Sont toutefois autorisés à emprunter les accès de service ou issues les agents et véhicules des forces de police, de gendarmerie, des services de l'équipement, de la protection civile, de lutte contre l'incendie, de secours aux blessés et des garagistes agréés.

Peuvent également emprunter ces autres accès ou issues, les entreprises travaillant pour le compte de ces services, sous réserve de l'obtention d'une autorisation spécifique délivrée par le gestionnaire de la RN 4.

Art. 4 :

1/ Les restrictions habituelles concernant la circulation de certaines catégories de véhicules sont celles énumérées au décret du 6 mai 1995 et celles notamment rappelées ci-dessous, tout en prenant en compte le décret 2006-46 du 13/01/06 modifiant le code de la route :

- l'accès de la route express est interdit en permanence :

- aux piétons,
- aux cavaliers,
- aux cycles,
- aux animaux,
- aux véhicules à traction non mécanique,
- aux véhicules à propulsion mécanique non soumis à immatriculation,
- aux cyclomoteurs et quadricycles légers à moteur,
- aux tracteurs, matériels agricoles et matériels de travaux publics mentionnés à l'article R.311-1 du code de la route,
- aux véhicules automobiles ou ensembles de véhicules qui ne seraient pas, par construction, capables d'atteindre en palier une vitesse minimum de 40 kilomètres par heure.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnels et aux matériels des administrations publiques, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route express et des entreprises appelées à y travailler, lorsque leur mission nécessite la présence de ces personnels ou de ces matériels sur la route express.

2/ Les convois exceptionnels de type C2 limités en hauteur à 4,75m maximum peuvent accéder à cette route dans le cadre de la réglementation en vigueur. Néanmoins, cette possibilité ne constitue en rien une autorisation permanente ; elle est notamment assujettie à la conservation des qualités techniques des différents ouvrages et à l'accord des différents gestionnaires d'ouvrages et d'infrastructure.

Art. 5 : Tout auteur de déprédation ou dégradation au domaine public, notamment aux ouvrages d'art, chaussées, équipements de superstructures, installations annexes, plantations, portails et accès de service, équipements, sera poursuivi et puni selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public.

Les usagers concernés devront supporter les frais engagés par l'administration pour la remise en état du domaine public ainsi que les frais liés à la mise en place de la signalisation temporaire, à la protection de l'accident et aux chantiers de dégagement nécessités par le rétablissement rapide de la circulation.

Art. 6 : En cas de panne, l'usager doit s'efforcer de dégager la chaussée et d'immobiliser son véhicule sur l'accotement le plus loin possible des voies réservées à la circulation.

Des postes téléphoniques d'appel d'urgence reliés directement au PC gendarmerie sont à la disposition des usagers.

Les usagers doivent utiliser ces postes pour demander les secours nécessaires en cas de panne ou d'accident et peuvent utiliser les accotements pour se rendre à pied à ces postes.

Les réparations importantes excédant trente minutes (30 mn) sont interdites sur les accotements, le véhicule devra alors être évacué hors de la route.

Art. 7 :

Il est interdit à toute personne, sur l'emprise routière :

- d'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tous papiers, journaux, emballages, détritiques, et d'une manière générale tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptible de provoquer des troubles ou des accidents,
 - de procéder à toute action de propagande, de se livrer à la mendicité,
 - de quêter, se livrer à une quelconque activité commerciale ou publicitaire, sans autorisation,
 - de prendre des vues photographiques ou cinématographiques dans des buts commerciaux ou publicitaires, sans autorisation.
- La circulation des auto-stoppeurs est également interdite.

Art. 8 : La police de la route sur la RN 4 – Déviation de Bénaménil-Blâmont – est assurée par le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 4 – Déviation de Bénaménil-Blâmont – sont assurées par la direction interdépartementale des routes Est.

Art. 9 :

1/ L'arrêté 2003/DDE/526/CDER est modifié comme suit :

l'article II : B) "Limitation de vitesse" est modifié comme suit en son a) et c) :

Les conducteurs doivent se conformer aux limitations de vitesse ci-après :

a/ *Section courante sens Nancy-Strasbourg*
Section à 2x2 voies

Du PR 47+000 au PR 50+740 110 km/h

c/ *Échangeur de Bénaménil (RN 4 / RN 2004)*

Bretelle de sortie Nancy-Bénaménil 90 puis 70 km/h

l'article II : C) "Priorité de passage" est complété comme suit :

- les usagers circulant sur la bretelle d'entrée Bénaménil-Nancy doivent à leur débouché sur la RN 4 céder le passage (AB3a) aux usagers de cette dernière.

l'article II : D) "Interdiction de doubler" est supprimé.

2/ - L'arrêté 2003/DDE/053/CDER est abrogé.

Art. 10 : Les forces de l'ordre et les services de l'équipement (notamment la direction interdépartementale des routes Est) pourront prendre toutes mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes Est, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Bénaménil, Domjevin, Blémery, Saint-Martin, Chazelles-sur-Albe, Verdun, Repaix, Blâmont et Gogney, le général commandant la R.M.D. Nord-Est, la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Arrêté n°2006/DDE/063/CDER : RN 4 - arrêté permanent relatif à la réglementation sur la bretelle Strasbourg-Thiébauménil de l'échangeur de Thiébauménil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de la route et tous ses modificatifs,

Vu le code de la voirie routière et tous ses modificatifs,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret ministériel du 6 mai 1995 (journal officiel du 7 mai 1995) déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement en route express à 2 x 2 voies de la route nationale 4 entre Lunéville et Phalsbourg dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle,

Vu le décret ministériel du 3 mai 2000 (journal officiel du 4 mai 2000) prorogeant les effets de la déclaration d'utilité publique, par le décret du 6 mai 1995, des travaux d'aménagement en route express à 2 x 2 voies de la route nationale 4 entre Lunéville et Phalsbourg dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle,

Vu le décret N° 92-1227 du 23 novembre 1992 fixant les limitations de vitesses sur routes et autoroutes,

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements

Vu le décret n° 2006-304 en date du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté de M. le préfet coordinateur des itinéraires routiers en date du 7 juillet 2006 portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2006/DDE/042/CDER en date du 25 septembre 2006 fixant la date de prise en charge par la DIR Est notamment de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic des routes nationales de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003/DDE/526/CDER du 11 septembre 2003 réglementant la circulation sur la RN 4 section échangeur de Thiébauménil (PR 47) – échangeur de Bénaménil (PR 50+740),

Vu l'arrêté préfectoral N° 2006/DDE/895/CDER du 19 décembre 2003 relatif à la réglementation sur la déviation de Bénaménil (Bretelle d'entrée du demi-échangeur Est de Thiébauménil) (Sens Thiébauménil-Nancy),

Vu la proposition de M. le directeur départemental de l'équipement en date du 15/12/06 de mettre en service la bretelle Strasbourg-Thiébauménil de l'échangeur de Thiébauménil de la RN 4 sur le territoire des communes de Bénaménil et Thiébauménil.

Considérant la nécessité de réglementer la circulation sur ladite section,

A la demande du directeur départemental de l'équipement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Art. 1 : A compter du 19/12/2006, la bretelle de sortie Strasbourg-Thiébauménil de l'échangeur de Thiébauménil sur le RN 4 (déviation de Bénaménil) est ouverte à la circulation.

Art. 2 : La circulation sur la bretelle de sortie Strasbourg-Thiébauménil de l'échangeur de Thiébauménil sur le RN 4 (déviation de Bénaménil) est réglementée de la façon suivante :

1/ Statut de la voie

Elle porte le statut de route express nationale en vertu des décrets du 6 mai 1995 et du 3 mai 2000.

2/ Limitation de vitesse

Les conducteurs doivent se conformer aux diverses limitations de vitesse ci-après :

Échangeur de Thiébauménil (RN 4 / RD 400)

Bretelle de sortie Strasbourg-Thiébauménil 90 puis 70 puis 50 km/h

3/ Régime de priorité

Échangeur de Thiébauménil (RN 4 / RD 400)

Les usagers empruntant la bretelle de sortie de la RN 4 (Strasbourg-Thiébauménil) doivent céder le passage (AB3a) aux usagers circulant sur l'anneau du carrefour giratoire situé sur la RD 400 (giratoire RD 400/ RN 4).

Art. 3 :

1/ Les restrictions habituelles concernant la circulation de certaines catégories de véhicules sont celles énumérées au décret du 6 mai 1995 et celles notamment rappelées ci-dessous, tout en prenant en compte le décret 2006-46 du 13/01/06 modifiant le code de la route :

- l'accès de la route express est interdit en permanence :

- aux piétons,
- aux cavaliers,
- aux cycles,
- aux animaux,
- aux véhicules à traction non mécanique,
- aux véhicules à propulsion mécanique non soumis à immatriculation,
- aux cyclomoteurs et quadricycles légers à moteur,
- aux tracteurs, matériels agricoles et matériels de travaux publics mentionnés à l'article R.311-1 du code de la route,
- aux véhicules automobiles ou ensembles de véhicules qui ne seraient pas, par construction, capables d'atteindre en palier une vitesse minimum de 40 kilomètres par heure.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnels et aux matériels des administrations publiques, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route express et des entreprises appelées à y travailler, lorsque leur mission nécessite la présence de ces personnels ou de ces matériels sur la route express.

2/ Les convois exceptionnels de type C2 limités en hauteur à 4,75m maximum peuvent emprunter cette bretelle dans le cadre de la réglementation en vigueur. Néanmoins, cette possibilité ne constitue en rien une autorisation permanente ; elle est notamment assujettie à la conservation des qualités techniques des différents ouvrages et à l'accord des différents gestionnaires d'ouvrages et d'infrastructure.

Art. 4 : Tout auteur de déprédation ou dégradation au domaine public, notamment aux ouvrages d'art, chaussées, équipements de superstructures, installations annexes, plantations, portails et accès de service, équipements, sera poursuivi et puni selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public.

Les usagers concernés devront supporter les frais engagés par l'administration pour la remise en état du domaine public ainsi que les frais liés à la mise en place de la signalisation temporaire, à la protection de l'accident et aux chantiers de dégagement nécessités par le rétablissement rapide de la circulation.

Art. 5 : En cas de panne, l'usager doit s'efforcer de dégager la chaussée et d'immobiliser son véhicule sur l'accotement le plus loin possible des voies réservées à la circulation.

Des postes téléphoniques d'appel d'urgence reliés directement au PC gendarmerie sont à la disposition des usagers.

Les usagers doivent utiliser ces postes pour demander les secours nécessaires en cas de panne ou d'accident et peuvent utiliser les accotements pour se rendre à pied à ces postes.

Les réparations importantes excédant trente minutes (30 min) sont interdites sur les accotements, le véhicule devra alors être évacué hors de la route.

Art. 6 : Il est interdit à toute personne, sur l'emprise routière :

- d'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tous papiers, journaux, emballages, détritus, et d'une manière générale tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptible de provoquer des troubles ou des accidents,
- de procéder à toute action de propagande, de se livrer à la mendicité,
- de quêter, se livrer à une quelconque activité commerciale ou publicitaire, sans autorisation,
- de prendre des vues photographiques ou cinématographiques dans des buts commerciaux ou publicitaires, sans autorisation.

La circulation des auto-stoppeurs est également interdite.

Art. 7 : La police de la route sur la bretelle de sortie Strasbourg-Thiébauménil de l'échangeur de Thiébauménil sur le RN 4 (déviations de Bénaménil) est assurée par le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la bretelle de sortie Strasbourg-Thiébauménil de l'échangeur de Thiébauménil sur le RN 4 (déviations de Bénaménil) sont assurées par la direction interdépartementale des routes Est.

Art. 8 : L'accès à la bretelle Thiébauménil-Nancy de l'échangeur de Thiébauménil de la RN 4, réglementé par l'arrêté n°2003/DDE/895/CDER en date du 19/12/2006, s'effectue via le carrefour giratoire de la RD 400 (RD 400/ RN 4) à compter du 19/12/2006.

Art. 9 : Toute disposition contraire et antérieure au présent arrêté est abrogée.

Art. 10 : Les forces de l'ordre et les services de l'équipement (notamment la direction interdépartementale des routes Est) pourront prendre toutes mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes Est, le colonel

commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Bénaménil et Thiébauménil, le général commandant la R.M.D. Nord-Est, la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 15 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Arrêté n° DDE/CGM/2006 - 04 pris pour l'application du décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006 relatif au transfert aux départements des services ou parties de services déconcentrés du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer qui concourent à l'exercice des compétences de ces collectivités dans le domaine des routes départementales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, et notamment son article 147,

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2002-532 du 16 avril 2002 relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétions horaires à certains personnels du ministère de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le décret n° 2003-363 du 15 avril 2003 relatif à l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,

Vu le décret n° 2003-545 du 18 juin 2003 relatif à l'indemnité de permanence attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,

Vu le décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006 relatif au transfert aux départements des services ou parties de services déconcentrés du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, qui concourent à l'exercice des compétences de ces collectivités dans le domaine des routes départementales,

Vu l'arrêté préfectoral DDE/CGM/2006-02 en date du 11 octobre 2006 fixant l'organisation de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle en date du 11 décembre 2006,

ARRETE

Art. 1^{er} – En application des articles 1^{er} et 4 du décret du 6 novembre 2006 susvisé, la liste des services ou parties de services de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle transférés au département de Meurthe-et-Moselle au 1^{er} janvier 2007 est la suivante : DDE – CG-RD

Art. 2 – En application de l'article 2 du décret du 6 novembre 2006 susvisé, il est constaté que participent, à la date du 31 décembre 2004, 242.2 emplois équivalent temps plein (ETP) de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, d'une part, aux missions d'entretien et d'exploitation sur les routes dites départementales avant l'entrée en vigueur de la loi du 13 août 2004 susvisée, et, d'autre part, aux fonctions de support, notamment la gestion administrative et financière, correspondantes.

Pour les missions décrites au 1^{er} alinéa de l'article 2 du présent arrêté, il est constaté que le nombre d'emplois pourvus au 31 décembre 2002, soit 241.14 emplois équivalents temps plein, est inférieur à celui des emplois pourvus au 31 décembre 2004. Dans ces conditions, le nombre d'emplois transférés correspond aux emplois pourvus au 31 décembre 2004.

Les emplois pourvus au 31 décembre 2004 et les emplois pourvus au 31 décembre 2002 figurent à l'annexe I au présent arrêté.

Art. 3 – L'état des charges supportées par l'État pour les années 2003, 2004, 2005 relatif aux indemnités de service fait liées à l'organisation du travail (indemnités de sujétion horaire, indemnités d'astreintes et de permanence, indemnités horaires pour travaux supplémentaires) figure en annexe II au présent arrêté. Ces indemnités font l'objet d'une enveloppe globale rattachée aux services ou parties de services listés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 – L'état des charges de fonctionnement des services ou parties de services supportées par l'État pour les années 2002, 2003, 2004, autres que celles de personnel, figure en annexe III au présent arrêté.

Art. 5 – L'état des charges de vacations supportées par l'État pour les années 2002, 2003, 2004 liées à l'exploitation des routes ainsi qu'à des prestations administratives et de médecine de prévention figure en annexe IV au présent arrêté.

Art. 6 – Le directeur départemental de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

ANNEXE 1

Liste des emplois transférés au département
Tableau 1.1 – Etat des emplois pourvus au 31 décembre 2004

Macrograde (*)	A+	A adm	A tech	B adm	B expl	B tech
Emplois (Equivalent temps plein)	0.94	1.07	1.94	1.64	15.81	7.06
Photographie au 31/12/2004	C adm	C expl	C tech	Autres	Total	
	20.93	187.93	4.15	0.73	242.2	

Tableau 1.2 – Etat des emplois pourvus au 31 décembre 2002

Macrograde (*)	A+	A adm	A tech	B adm	B expl	B tech
Emplois (Equivalent temps plein)	0.2	0.46	1.3	1.45	15.19	4.73
Photographie au 31/12/2002	C adm	C expl	C tech	Autres	Total	
	20.09	192.74	4.25	0.73	241.14	

(*) Macrograde : répartition des personnels en Cadre supérieur (A+), A administratif, A technique, B administratif, B exploitation, B technique, C administratif, C exploitation, C technique, autres.

ANNEXE 2

Indemnités de service fait (ISF)

Tableau 2 – Etat des charges pour les années 2003, 2004, 2005 relatif aux indemnités de service fait liées à l'organisation du travail

Dépenses relatives au paiement des indemnités de service fait (part relative à l'exploitation des routes départementales)	2003	2004	2005
Indemnités horaires pour travaux supplémentaires (Décret n° 2002-60)	114 390.98 €	117 396.42 €	121 623.68 €
Indemnités d'astreintes et de permanence (Décrets n° 2003-363 et n°2003-545)	139 885.13 €	133 805.95 €	112 213.30 €
Indemnités de sujétion horaire (Décret n° 2002 –532)	633.37 €	858.32 €	946.06 €
Total	254 909.48 €	252 060.69 €	234 783.04 €

ANNEXE 3

Charges de fonctionnement autres que celles de personnels

Nature des dépenses	Montant 2002	Montant 2003	Montant 2004	Montant 2005
Fonctionnement courant	31 375.53 €	29 564.97 €	31 786.64 €	
Loyers				
Maintenance immobilière	1 345.89 €	1 374.45 €	1 403.01 €	
Vacations rémunérant les formateurs internes	5 405.29 €	6 193.96 €	4 949.50 €	
Action sociale collective et individuelle	36 780.49 €	35 208.61 €	36 368.75 €	
Fonctionnement des services de médecine de prévention	2 030.00 €	2 072.94 €	2 118.31 €	
Prise en charge des soins consécutifs à un accident du travail ou une maladie professionnelle	17 934.37 €	18 848.54 €	15 178.91 €	
Formations de maîtrise d'ouvrage nationale ou interrégionale	21 316.54 €	21 766.12 €	22 230.80 €	
TOTAL	116 188.12 €	115 029.60 €	114 035.92 €	

ANNEXE IV

Etat des charges liées aux vacances

	Montant 2002	Montant 2003	Montant 2004
Vacations liées à l'exploitation de la route	17 293.17 €	20 720.84 €	20 604.26 €
Vacations administratives	2 545.83 €	2 274.88 €	2 962.22 €
Vacations de médecine de prévention	11 918.59 €	11 651.58 €	11 475.43 €
TOTAL	31 755.59 €	34 647.30 €	35 041.91 €

Arrêté N° DDE/CGM/2006 - 05 pris pour l'application du décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006 relatif au transfert aux collectivités territoriales des services ou parties de services déconcentrés du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer pour l'exercice des compétences en matière de routes nationales transférées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, et notamment son article 147,
Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
Vu le décret n° 2002-532 du 16 avril 2002 relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétions horaires à certains personnels du ministère de l'équipement, des transports et du logement,
Vu le décret n° 2003-363 du 15 avril 2003 relatif à l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,
Vu le décret n° 2003-545 du 18 juin 2003 relatif à l'indemnité de permanence attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,
Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national,
Vu le décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006 relatif au transfert aux collectivités territoriales des services ou parties de services déconcentrés du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer pour l'exercice des compétences en matière de routes nationales transférées,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/087/CDER du 12 décembre 2005 portant constatation du transfert de routes nationales au conseil général de Meurthe-et-Moselle,
Vu l'arrêté préfectoral n° DDE/CGM/2006-02 du 11 octobre 2006 fixant l'organisation de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,
Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle en date du 11 décembre 2006,

ARRETE

Art. 1^{er} – En application de l'article 1^{er} et de l'article 8 du décret du 6 novembre 2006 susvisé, la liste des services ou parties de services de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle transférés au département de Meurthe-et-Moselle au 1^{er} janvier 2007 est la suivante :
DDE–CG–RNIL

Art. 2 – En application de l'article 5 du décret du 6 novembre 2006 susvisé, il est constaté que participent, à la date du 31 décembre 2005, 38.58 emplois équivalent temps plein (ETP) de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle : d'une part, aux activités liées à l'entretien, à la réhabilitation, à l'exploitation et au développement des routes nationales transférées au 1^{er} janvier 2006 en application des articles 18-III de la loi du 13 août 2004 susvisée, d'autre part, aux fonctions de support, notamment la gestion administrative et financière, correspondantes.
Pour les missions décrites au 1^{er} alinéa de l'article 2 du présent arrêté, il est constaté que le nombre d'emplois pourvus au 31 décembre 2005 est inférieur au nombre global constaté au 31 décembre 2002, qui s'élève à 46.33 emplois équivalents temps plein. Dans ces conditions, le nombre d'emplois transférés correspond aux emplois constatés au 31 décembre 2005 et il sera procédé au calcul de la compensation financière résultant de l'écart entre les constats au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2002.

Les emplois pourvus au 31 décembre 2005 et les emplois pourvus au 31 décembre 2002 figurent à l'annexe I au présent arrêté.

Art. 3 – L'état des charges supportées par l'État pour les années 2003, 2004, 2005 relatif aux indemnités de service fait liées à l'organisation du travail (indemnités de sujétion horaire, indemnités d'astreintes et de permanence, indemnités horaires pour travaux supplémentaires) figure en annexe II au présent arrêté. Ces indemnités font l'objet d'une enveloppe globale rattachée aux services ou parties de services listés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 – L'état des charges de fonctionnement des services ou parties de services supportées par l'État pour les années 2003, 2004, 2005, autres que celles de personnel, figure en annexe III au présent arrêté.

Art. 5 – L'état des charges de vacations supportées par l'État pour les années 2003, 2004, 2005, liées à l'exploitation des routes ainsi qu'à des prestations administratives et de médecine de prévention figure en annexe IV au présent arrêté.

Art. 6 – Le directeur départemental de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

ANNEXE 1

Liste des emplois transférés

Tableau 1.1 – Etat des emplois pourvus au 31 décembre 2005

Macrograde (*)	A+	A adm	A tech	B adm	B expl	B tech
Emplois (Equivalent temps plein)	0.21	0.13	1.05	1.19	2.78	1.92
Photographie au 31/12/2005	C adm	C expl	C tech	Autres	Total	
	4.56	26.2	0.31	0.23	38.58	

Tableau 1.2 – Etat des emplois pourvus au 31 décembre 2002

Macrograde (*)	A+	A adm	A tech	B adm	B expl	B tech
Emplois (Equivalent temps plein)	0.36	0.13	1.49	1.49	4.72	3.28
Photographie au 31/12/2002	C adm	C expl	C tech	Autres	Total	
	5.52	27.26	1.86	0.22	46.33	

(*) Macrograde : répartition des personnels en Cadre supérieur (A+), A administratif, A technique, B administratif, B exploitation, B technique, C administratif, C exploitation, C technique, autres.

ANNEXE 2

Indemnités de service fait (ISF)

Tableau 2 – État des charges pour les années 2003, 2004, 2005 relatif aux indemnités de service fait liées à l'organisation du travail

Dépenses relatives au paiement des indemnités de service fait (part relative à l'exploitation des routes départementales)	2003	2004	2005
Indemnités horaires pour travaux supplémentaires (Décret n° 2002-60)	30 640.92 €	35 266.01 €	41 016.87 €
Indemnités d'astreintes et de permanence (Décrets n° 2003-363 et n°2003-545)	31 425.51 €	33 985.78 €	34 989.92 €
Indemnités de sujétion horaire (Décret n° 2002 –532)	475,02 €	643,74 €	709,54 €
Total	62 541.45 €	69 895.53 €	76 716.33 €

ANNEXE 3

Charges de fonctionnement autres que celles de personnels

Nature des dépenses	Montant 2003	Montant 2004	Montant 2005
Fonctionnement courant	58 102,95 €	62 469,11 €	62 378,22 €
Maintenance immobilière	12 929,55 €	12 121,43 €	9 845,60 €
Vacations rémunérant les formateurs internes	986,63 €	788,41 €	1 024,24 €
Action sociale collective et individuelle	5 608,37 €	5 793,17 €	5 630,75 €
Fonctionnement des services de médecine de prévention	317,49 €	324,43 €	330,03 €
Prise en charge des soins consécutifs à un accident du travail ou une maladie professionnelle	2 731,10 €	2 191,60 €	2 420,12 €
Formations de maîtrise d'ouvrage nationale ou interrégionale	3 467,12 €	3 541,14 €	3 602,60 €
TOTAL	84 143,22 €	87 229,29 €	85 231,56 €

Nature des dépenses	Montant 2005
Loyers	-

ANNEXE 4

Etat des charges liées aux vacances

	Montant 2003	Montant 2004	Montant 2005
Vacations liées à l'exploitation de la route	30 697,17 €	30 524,46 €	47 094,68 €
Vacations administratives	495,63 €	645,38 €	830,47 €
Vacations de médecine de prévention	1 797,17 €	1 770,00 €	1 664,70 €
TOTAL	32 989,97 €	32 939,84 €	49 589,85 €